

LA CGT EXIGE UNE VRAIE RUPTURE !



Depuis plusieurs mois, le gouvernement monte un évènement autour de son plan de relance de l'économie. Comme envisagé, ce n'est qu'un plan de communication. En annonçant 100 milliards pour la relance de l'économie, pour un pays dont le PIB est de 2400 milliards, et pour stopper une récession prévue autour de 10 %, le gouvernement n'était déjà pas très ambitieux. Mais on a appris que presque un quart de ce plan sont des mesures déjà annoncées depuis le début de la crise et que 40 milliards dépendent du vote favorable au plan de l'Union européenne... qui n'arrivera que dans plusieurs mois et sera assujéti à la mise en place de réformes que nous combattons comme la réforme du système des retraites en France.

Sans surprise, l'orientation générale de ce plan est un soutien aux entreprises, y compris celles sans problème de trésorerie. **20 milliards, un cinquième du plan, seront consacrés à la réduction des « impôts de production »**. Cette baisse d'imposition, déjà en gestation avant la crise du Covid-19, est une demande ancienne du MEDEF. Pourtant, les politiques antérieures de réduction de la fiscalité des entreprises ont démontré que loin de créer de l'emploi ou de développer la « Recherche & Développement », elles servaient les profits des actionnaires (cf. le CICE ou le CIR). Comme d'habitude, cette mesure ne s'accompagne d'aucune contrepartie ni de conditions pour les entreprises : c'est encore de l'argent public déversé sans aucun contrôle ! Elle ne sera d'aucune aide pour sauver les salarié·es des centaines de milliers de licenciements en cours ou à venir comme chez Daher ou Téalémit.

Le plan ne comporte aucun volet concernant les services publics : la relance de l'emploi par l'embauche d'agent·es publics n'est pas

envisagée, alors que les services publics font partie des « amortisseurs » de crise sociale et l'ont encore démontré durant la crise sanitaire en assurant sans relâche la continuité du service rendu à la population. Or, les besoins en nombre de personnels sont énormes pour répondre aux attentes de la population et à l'urgence de la situation : éducation, santé, action sociale, impôts, inspection du travail, transports publics, recherche, aide à la personne, éducation populaire, etc.

Pour finir, les sommes allouées aux minima sociaux et aux personnes les plus précaires sont ridicules par rapport à ce qui est offert aux entreprises : **1 milliard d'euros (hausse de l'allocation de rentrée et repas à 1 euro en restaurant universitaire, aide aux associations et à l'hébergement d'urgence)... soit 1 % du budget du plan de relance !** Et dans le même temps, la réforme de l'assurance chômage, qui vise à culpabiliser et à fliquer toujours plus les privé·es d'emplois, n'est pas abandonnée.

En parallèle, la casse sociale se poursuit.

Le chantage à l'emploi, comme pistolet sur la tempe menaçant d'avoir recours aux licenciements en cas d'opposition, s'amplifie pour arracher aux travailleur·ses baisse des salaires, augmentation des heures de travail, intensification du travail par le biais des accords de performance collective, l'activité partielle de longue durée et les ruptures conventionnelles collectives. Les mêmes

entreprises qui ont profité de l'activité partielle n'hésitent pas à recourir désormais à l'augmentation du temps de travail jusqu'à 48h par semaine comme chez Thiolat.

Le patronat continue sans vergogne à surexploiter les salarié·es, à sanctionner, voire à licencier sans motif les salarié·es indociles au premier rang desquels les syndicalistes CGT qui luttent pour défendre l'emploi et les droits de leurs collègues.

POUR LA CGT, UN VÉRITABLE PLAN DE RUPTURE EST NÉCESSAIRE !

Elle propose de faire grandir, partout et dans les entreprises, des débats pour que les salarié·es décident du travail et des stratégies de production. Le « jour d'après » ne doit pas laisser la place à l'ultralibéralisme. C'est aux salarié·es de s'emparer du débat sur la reconstruction de filières essentielles, en France comme en Europe, pour asseoir notre indépendance sur des filières stratégiques comme le médicament, l'énergie, les ressources naturelles dont l'agriculture, et envisager les métiers de demain dans l'aéronautique, le fret et le transport, l'aérospatial, le logement, etc. pour assurer la transition vers un monde plus écologique qui prenne en compte de l'urgence environnementale et l'urgence sociale.

POUR CELA L'UD CGT 41 REVENDIQUE :

- ✓ l'augmentation immédiate et générale de 400 euros des salaires, pensions et minima sociaux.
- ✓ La semaine de 32 heures, sans perte de salaire, pour travailler moins, mieux et toutes et tous !
- ✓ Une réorganisation du temps de travail avec notamment plus de pauses dans le cadre du port du masque obligatoire.
- ✓ Une assurance chômage qui doit pouvoir pleinement jouer son rôle, en assurant un revenu de remplacement pour toutes et tous, y compris les jeunes, sans condition de seuils d'accès par le biais d'une sécurité sociale professionnelle.
- ✓ La reconquête de l'emploi stable et qualifié (en CDI pour le privé ou sous statut dans la Fonction Publique).
- ✓ Le maintien intégral des salaires pour les salarié·es au chômage partiel.
- ✓ La Sécu à 100 % basée exclusivement sur les cotisations sociales.

**L'UNION DEPARTEMENTALE CGT 41 APPELLE L'ENSEMBLE DES SALARIÉ·ES,
DES RETRAITÉ·ES ET LES JEUNES A PARTICIPER A LA JOURNÉE DE GREVE ET DE MANIFESTATION
DU 17 SEPTEMBRE 2020**

- Romorantin : 10h30 - place de la paix
- Vendôme : 10h30 - place de la liberté
- Blois : 14h30 à la préfecture

Les mesures de sécurité sanitaire seront respectées, merci de venir avec un masque.